



**HAL**  
open science

# La mondialisation du confinement Une faille dans la planétarisation de l'urbain ?

Éric Charmes, Max Rousseau

► **To cite this version:**

Éric Charmes, Max Rousseau. La mondialisation du confinement Une faille dans la planétarisation de l'urbain ?. La vie des idées, 2020. halshs-02969867

**HAL Id: halshs-02969867**

**<https://shs.hal.science/halshs-02969867>**

Submitted on 16 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# La mondialisation du confinement

## Une faille dans la planétarisation de l'urbain ?

*par Éric Charmes et Max Rousseau*

---

**Si le virus du Covid-19 s'est propagé aussi rapidement, c'est aussi parce que l'urbanisation est désormais planétaire et qu'aujourd'hui les grandes villes sont connectées les unes aux autres, insérées dans des flux internationaux de biens et de personnes.**

---

À l'heure où nous écrivons<sup>1</sup>, les confinements décidés pour juguler la propagation du Covid-19 concernent quatre milliards d'êtres humains. La simultanéité de ces décisions politiques est exceptionnelle. Le résultat sera une récession d'une ampleur inédite depuis les années 1930. Sur tous les continents, les gouvernements ont ainsi brutalement entravé la fluidité des échanges marchands, mis à mal la machine économique et déstabilisé les sociétés. Ils ont également sévèrement restreint les libertés publiques.

Limiter le confinement aux seuls foyers, comme lors des grandes pandémies précédentes (de la Grande Peste, où furent instaurés des cordons sanitaires autour des zones infectées jusqu'aux récentes épidémies d'Ebola, de MERS ou de SRAS), aurait évidemment permis de limiter considérablement l'impact économique et social de la pandémie. Et c'est bien ce qui a été tenté au départ : la Chine, d'où a surgi la pandémie, a circonscrit le périmètre du confinement au foyer de Wuhan, puis à la région dans laquelle s'insère la mégalopole industrielle, le Hubei. Elle est ainsi parvenue à juguler, pour l'instant, la propagation du virus sur son territoire.

---

<sup>1</sup> Les auteurs remercient Philippe Genestier, Maxime Decout, Pascal Séverac ainsi que la rédaction de la *Vie des idées* pour leur relectures critiques d'une première version du texte.

L'Italie, premier pays européen concerné par l'épidémie, a initialement tenté de suivre cette voie en restreignant la mise en quarantaine aux seuls foyers. Mais le pays a dû se résoudre à étendre rapidement le cordon sanitaire pour finalement confiner l'ensemble du territoire national. Rares sont les pays qui ont ensuite tenté la stratégie de quarantaine locale ou même régionale. Pourquoi de telles mesures de confinement, aussi peu discriminantes spatialement, et donc aussi coûteuses économiquement et socialement, sont-elles partout apparues comme la seule solution ?

Les caractéristiques propres du virus jouent évidemment un rôle. Certes, le sacrifice de l'économie et de la vie sociale à la santé ne découle pas directement du taux de mortalité du virus : estimé entre 0,4 % et 1,3 %, celui-ci est nettement plus faible que les épidémies récentes, et notamment celles du SRAS (11 %) et du MERS (34 %). En outre, le Covid-19 n'est pas particulièrement contagieux, avec un taux de reproduction (ou R zéro) proche de celui du SRAS, maladie dont on a pourtant su maîtriser la diffusion. Mais il possède des caractéristiques spécifiques, qui rendent sa diffusion particulièrement difficile à contrôler. Il se transmet plutôt rapidement et est difficile à repérer en raison des nombreuses personnes qui, sans présenter de symptômes marqués, n'en sont pas moins contagieuses.

Cette disposition du virus à trouver des hôtes à partir desquels se répandre sans se faire remarquer a joué un rôle essentiel. Cela lui a permis de tirer parti d'une évolution restée relativement silencieuse et mal comprise : l'urbanisation planétaire. Le virus a donc pu se jouer des mesures habituelles de cordons sanitaires et de mise en quarantaine des foyers d'infection. Ce faisant, le règne de l'économie comme enjeu surplombant les politiques publiques est venu se heurter à une nouvelle réalité géographique... que l'économie a elle-même largement construit.

## **L'urbain déborde la ville**

Comment définir l'urbain ? On l'oppose classiquement au rural. Mais quels sont les critères de distinction ? Un groupement dense de quelques milliers d'habitants était désigné comme une ville au Moyen-Âge, alors qu'aujourd'hui il évoque davantage la campagne. À l'inverse, un village périurbain de quelques centaines d'habitants situé à proximité d'une métropole peut paraître aujourd'hui plus urbain que de nombreuses villes : ses habitants peuvent en effet accéder rapidement à des ressources bien plus fournies que celles offertes à l'habitant d'une ville moyenne située dans un territoire périphérique (une préfecture d'un département du centre de la France par exemple). Bref, ce que l'on appelle l'urbain doit désormais être dissocié des critères morphologiques à partir duquel on persiste à le qualifier, à savoir la densité et la diversité des activités et des fonctions.

Mais qu'est-ce que l'urbain dans ce cas ? Dans le monde rural traditionnel, on observe la juxtaposition de groupements relativement autonomes. Les villages ont des relations entre eux, mais ils peuvent survivre (presque) indépendamment. À l'inverse, dans le monde urbain, chacun apporte une contribution au fonctionnement d'un ensemble. Dans ce cadre, chacun dépend des contributions des autres pour sa survie. La grande ville, avec ses différents quartiers, est l'incarnation traditionnelle de l'urbain. Aujourd'hui, elle s'est ramifiée spatialement. La ville que l'on dit « globale » est

profondément insérée dans des flux internationaux de biens, de personnes, de matières et de capitaux : par exemple le siège social de telle firme sera à Paris, mais ses usines et son service clientèle ne seront plus dans la banlieue parisienne, mais à Wuhan et Rabat.

Les grandes villes sont aussi liées aux lieux de villégiature, comme on a pu le voir avec la migration de leurs habitants au moment du confinement. Ces espaces sont souvent considérés comme relevant des campagnes. Mais celles-ci sont pourtant bien urbaines. Un village de bord de mer ou une station de ski sont tout autant urbains qu'une grande ville, en ce qu'ils fonctionnent avant tout en relation avec d'autres lieux relativement éloignés : ceux où vivent les propriétaires de résidence secondaire, et plus largement les vacanciers. Ces lieux dédiés aux loisirs possèdent par ailleurs une qualité essentielle de l'urbanité : le brassage des populations, entre les saisonniers, les habitants permanents, et les visiteurs qui, dans certains cas, peuvent venir du monde entier.

À une échelle plus restreinte, celle des espaces qui peuvent être parcourus quotidiennement pour aller travailler, les grandes métropoles dépendent directement d'espaces situés bien au-delà du périmètre qu'on leur attribue. Ce sont notamment les espaces ruraux qui accueillent les couches populaires et classes moyennes inférieures qui jouent le rôle de soutiers des économies métropolitaines, comme on l'a vu avec le mouvement des Gilets jaunes.

Bref, l'urbain est aujourd'hui constitué de tout un ensemble de lieux dont les liens se déploient à de multiples échelles géographiques, du quartier, voire du logement, à la planète. Des espaces *a priori* éloignés des définitions courantes de la ville sont ainsi devenus urbains. C'est le cas, par exemple, des plateformes pétrolières, des mines ou encore des espaces agricoles. Tous sont en effet dépendants de marchés urbains, tant pour leur fonctionnement que pour leurs débouchés. Et les échelles d'interdépendance sont locales tout autant que planétaires : les habitants d'une ville française moyenne embauchent le plombier du quartier tout en consommant de la viande d'animaux nourris au soja latino-américain, en regardant la télévision sur des écrans coréens ou en utilisant du pétrole algérien. Autrement dit, le métabolisme d'un lieu le lie à la planète entière.

Un débat récent, qui a rencontré peu d'échos en France, évoque précisément ces évolutions. Il a été déclenché par la réactualisation du concept d'« urbanisation planétaire », sur la base d'anciennes propositions de Henri Lefebvre (sur l'extension de la société urbaine et du tissu urbain vers une « urbanisation complète »). Dans un ouvrage publié en 2014, Schmidt et Brenner plaident ainsi pour une refonte complète des catégories d'analyse usuelles, et en premier lieu la distinction entre ville et campagne. Très ambitieux théoriquement, l'ouvrage a suscité d'intenses débats, peinant à emporter l'adhésion, faute notamment de preuves empiriques convaincantes. Pourtant, depuis l'émergence de la Covid-19 jusqu'à sa diffusion, et depuis la réponse publique à la crise sanitaire jusqu'à ses conséquences économiques et sociales, beaucoup d'événements récents peuvent être lus et mieux compris au prisme de l'urbanisation planétaire. Ce faisant, cette crise apporte un étayage empirique décisif à cette proposition théorique.

Très schématiquement, l'urbanisation planétaire, dont le déploiement est intimement lié à la globalisation du capitalisme, s'exprime dans quatre processus étroitement interconnectés : la disparition des « mondes sauvages », l'interconnexion mondiale des territoires, le brouillage de la dichotomie entre ville et campagne, et enfin la planétarisation des inégalités urbaines

## Un virus au cœur de l'urbanisation planétaire

Les maladies humaines d'origine animale, dont les zoonoses, représentent 60 % des maladies infectieuses à l'échelle mondiale et trois quarts des nouveaux agents pathogènes détectés ces dernières décennies. Ces maladies viennent pour l'essentiel du « monde sauvage ». Elles peuvent certes émerger dans des élevages, mais dans ce cas le virus émerge généralement *via* des contaminations par des animaux sauvages. Les maladies de type zoonotique ne sont donc pas sans lien avec la fin du « monde sauvage » associée à l'urbanisation planétaire. Dans toutes les régions du globe, les espaces considérés comme sauvages sont transformés et dégradés par l'avancée de l'urbanisation sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'exploiter des gisements, de planter des hévéas ou de construire des villes nouvelles. Cette avancée bouleverse les écosystèmes et établit de nouveaux contacts entre la faune, la flore et les humains.

Les géographes qui ont mené des recherches sur les pandémies récentes, notamment celle du SRAS, ont montré le rôle déterminant de l'avancée de l'urbanisation dans l'émergence des nouveaux agents infectieux. Ce n'est ainsi pas un hasard si les derniers virus les plus importants ont émergé dans des territoires (Chine, Afrique de l'Ouest, Moyen-Orient) où l'urbanisation avance de la manière la plus effrénée, démultipliant les contacts nouveaux entre les sociétés humaines et les mondes restés les plus sauvages.

Cette avancée se traduit notamment par de nouvelles exploitations agricoles intensives. Ainsi, les risques d'émergence de virus ont été démultipliés par l'augmentation phénoménale de la consommation de viande à l'échelle de la planète, et plus particulièrement en Chine. Les élevages, destinés à alimenter les nouvelles classes moyennes des mégalopoles telles que Wuhan, s'étendent dans des espaces toujours plus vastes, conquis sur le monde sauvage. La déforestation en particulier perturbe l'habitat des chauves-souris, dont on connaît le rôle dans l'apparition de nouveaux virus transmissibles à l'homme. Elles sont supposées d'ailleurs être à l'origine de la pandémie actuelle, avec le pangolin comme possible hôte intermédiaire. Si cela était encore nécessaire, l'émergence du Covid-19 vient démontrer la perméabilité de la supposée frontière entre nature et culture, perméabilité que l'urbanisation planétaire vient constamment augmenter.

Un deuxième aspect clé de la thèse de l'urbanisation planétaire est l'émergence de « galaxies urbaines » dont les différents éléments interagissent de manière presque simultanée avec l'ensemble du globe. Le virus est un révélateur de l'importance de cette échelle planétaire. Certes, la grippe espagnole et, avant elle, la peste noire ont été des pandémies mondiales, mais la situation actuelle se singularise par la rapidité de la diffusion du virus. Les enquêtes épidémiologiques menées en France soupçonnent l'apparition de premiers cas dès la fin 2019, alors même que le gouvernement chinois mettait encore en question la possibilité d'une transmission du virus entre humains. Cette rapidité met en lumière toute l'ampleur des flux humains. Au cours des trois premiers mois critiques, entre décembre 2019 et février 2020, 750 000 passagers sont entrés aux États-Unis en provenance de Chine.

Couplée à la capacité du virus à se transmettre hors de tout symptômes, l'ampleur des flux humains explique qu'il se soit avéré impossible de contenir les foyers de l'épidémie.

L'accélération de l'urbanisation planétaire a clairement été sous-estimée, ce qui a contribué à l'impréparation des gouvernements. Il y a huit siècles, la Grande Peste avait mis une quinzaine d'années pour parcourir la route de la Soie jusqu'à l'Europe. Les principales épidémies récentes se sont évidemment diffusées plus rapidement, mais nettement moins que le COVID-19. En 2003, quatre mois après l'apparition du SARS-COV, on comptait 1 600 cas de contaminations dans le monde, contre près de 900 000 pour le SARS-COV-2 au bout de la même période, soit 500 fois plus. C'est que la globalisation était encore bien loin d'être ce qu'elle est aujourd'hui : en 2018, on estimait le nombre de passagers transportés par avion à 4,2 milliards, presque trois fois plus qu'en 2003. Et l'aéroport de Wuhan, l'une des principales plateformes de correspondance de Chine, joue un rôle clé dans cette dynamique. Le virus s'est ainsi dispersé hors de Chine à une vitesse que peu de gens avaient vraiment anticipé.

Personne n'ignore que beaucoup de biens sont importés de Chine, mais on imagine surtout des usines qui fabriquent à profusion, et à bas coût, des objets qui permettent aux classes populaires occidentales de continuer à faire partie de la société de consommation. On est pourtant loin du simple échange des biens à bas coût contre des biens à haute valeur ajoutée. Les flux sont beaucoup plus complexes et multiformes du fait des délocalisations et de la planétarisation des chaînes de fabrication. On trouve ainsi à Wuhan une centaine d'entreprises françaises, dont des fleurons nationaux, notamment Renault et PSA. Loin du bas-de-gamme associé à la Chine, leurs usines produisent des centaines de milliers de véhicules, en misant sur la globalisation du style de vie occidental. Ces relations économiques s'accompagnent d'intenses flux humains de cadres, de techniciens ou de commerciaux qui s'ajoutent aux personnes qui gèrent les flux logistiques.

Avec le Covid-19, l'Europe a appris à ses dépens que la Chine fait intégralement partie de son monde, ou plutôt qu'elle n'est plus qu'un élément d'un vaste réseau dont les territoires chinois sont d'autres éléments clés, des immenses exploitations productrices de tomates destinées à l'exportation, aux usines suburbaines de métropoles plus grandes que Paris mais au nom inconnu du grand public, en passant par des centres d'affaires dont la verticalité donne une allure presque provinciale à la Défense.

Troisième élément central de la thèse de l'urbanisation planétaire : la métropole n'est plus réductible à la ville dense et verticale. Certes, les haut-lieux du pouvoir économique, (notamment financier), s'incarnent dans des quartiers d'affaires hérissés de tours. Mais ce n'est là qu'une figure de la métropolisation, et même de la ville. Loin de se réduire à un centre historique et à un quartier d'affaires, la métropole contemporaine doit plutôt s'appréhender comme un entrelacs de réseaux qui mettent quotidiennement en relation des lieux de formes, de tailles et de fonctions très diverses. Brenner et Schmidt évoquent un processus continu d'« implosions/explosions », où des îlots de densité surnagent au milieu de traînées irrégulières d'urbanisation diffuse. Largement partagé en géographie urbaine, ce constat a été singulièrement confirmé par la localisation des foyers d'infection par le

SARS-COV-2. Ces foyers révèlent en effet des interconnexions souvent insoupçonnées, ou en tout cas rarement mises en avant.

Les discours sur la géographie de la mondialisation opposent souvent des cœurs métropolitains connectées à des territoires laissés de côté, ceux de la France périphérique. Or la diffusion du virus révèle une géographie de la globalisation bien plus complexe, dont la thèse de l'urbanisation planétaire rend bien compte. En France les premiers foyers ont été Méry-sur-Oise (une commune de 10 000 habitants, située aux confins de la banlieue parisienne), Les Contamines-Montjoie (une station de ski alpine), La Balme-de-Sillingy (un village du périurbain d'Annecy) et une église évangélique de Mulhouse. On est loin des cœurs des grandes métropoles françaises. En Italie, les premiers foyers ont également été des villages ou des petites villes (Codogno ou Vo') plutôt que les quartiers centraux de Milan ou de Venise.

Avec ces premiers foyers européens, le virus a révélé le rôle des périphéries métropolitaines dans la mondialisation des chaînes de valeur industrielles. C'est que les flux ne concernent pas seulement les quartiers d'affaires des grandes villes : ils se tissent avant tout entre des lieux de production. L'intensité des liens entre les usines textiles du Val Seriana et la Chine explique pourquoi ce territoire périurbain situé au nord-est de Bergame est devenu l'un des premiers foyers italiens. Et en Allemagne, l'infection a été repérée pour la première fois à Starnberg, commune de 20 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres de Munich, mais connectée au reste du monde par son usine d'équipements automobiles. Bien sûr, les centres des grandes villes sont devenus aujourd'hui les principaux épicycles de l'épidémie (ce dont New-York est devenu l'exemple le plus éloquent), au point que certains mettent en cause ce qui jusqu'ici apparaissait comme un atout économique : la densité et l'intensité des échanges qu'elles permettent. Il n'en reste pas moins que les premiers foyers européens n'ont pas été identifiés dans les cœurs métropolitains.

Résumons l'essentiel : face au brouillage des périmètres urbains, face à l'étendue des réseaux formés par les noyaux d'urbanisation et face à l'intensité des flux qui parcourent ces réseaux, il s'est rapidement révélé impossible d'isoler des foyers. Les seuls cordons sanitaires qu'il a été possible de mettre en place sont les bonnes vieilles frontières nationales. Et encore ces frontières restent-elles souvent assez perméables, faute de pouvoir rompre les chaînes logistiques internationales, ou de pouvoir se passer des travailleurs frontaliers.

## **La planétarisation des inégalités urbaines**

Un quatrième élément, central, caractérise enfin l'urbanisation planétaire : la reconfiguration de la dimension spatiale des inégalités. L'urbanisation des inégalités ne date bien sûr pas d'hier. Permise par la révolution néolithique, l'apparition des premières villes repose sur l'extraction d'un surplus agricole au détriment de l'autosuffisance paysanne, afin de nourrir une classe libérée des contraintes de la production alimentaire. Plus près de nous, la ville médiévale, dont les limites sont encore relativement nettes, s'organise autour d'un lieu central, lui-même clairement identifié et matérialisé : un marché. D'après Max Weber, celui-ci permet l'émergence d'une classe sociale, la

bourgeoisie, laquelle s'engage en retour dans un processus d'accumulation. En repoussant les barrières féodales ou religieuses, et en intégrant un arrière-pays de plus en plus éloigné dans l'économie urbaine, cette accumulation jette les bases du capitalisme. Et de fait, l'un des chapitres de l'ouvrage de Schmidt et Brenner montre comment la restructuration complète des campagnes anglaises constitue *in fine* un processus d'extension de la ville et du pouvoir de sa bourgeoisie qui allait progressivement jeter les bases de la révolution industrielle. Les *enclosures* ont en effet appuyé la transformation de millions de paysans sans terre en une main-d'œuvre bon marché, en les poussant vers les faubourgs de Londres et Manchester.

L'urbanisation prend ensuite progressivement le relais de l'industrialisation comme principal moteur du capitalisme. Il est dès lors possible de lire sa planétarisation comme la phase ultime de l'extension des relations hautement inégalitaires qu'elle tisse entre les territoires. Bien sûr, ces processus s'accompagnent de l'apparition de classes moyennes dans des pays où elles n'existaient pratiquement pas. Mais, à l'échelle mondiale, ce sont les plus riches qui tirent le plus de bénéfices de la globalisation. Et ces différences se lisent dans l'espace. Par exemple, les travaux récents menés à l'échelle internationale concluent en l'existence d'une « gentrification planétaire » qui voit les plus aisés s'approprier les cœurs des principales métropoles. Cette appropriation s'accompagne de la mondialisation d'une forme de ségrégation puisque, dans toutes les grandes métropoles, les classes populaires se trouvent rejetées de plus en plus loin en périphérie. Même les favelas du centre de Rio subissent les pressions de la gentrification.

Ces inégalités jouent un rôle majeur dans l'impact du Covid-19 sur nos sociétés. En effet, les pandémies surviennent plus particulièrement durant les périodes d'accroissement des disparités sociales. Peter Turchin observe une corrélation historique entre le niveau des inégalités, l'intensité des liens entre territoires éloignés, et la violence des pandémies. En effet, plus une classe s'affirme dans son aisance, plus elle dépense dans la consommation ostentatoire, souvent dans des produits de luxe originaires de lieux éloignés. Or les virus voyagent avant tout avec le commerce de longue distance. Ce fait n'est pas nouveau : l'effondrement presque simultané des empires chinois et romain dans les premiers siècles de notre ère s'explique en partie par la virulence des épidémies qui se diffusaient le long des routes commerciales. Mais les mobilités étaient alors sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui. Pour les flux humains mondiaux, la différence est particulièrement marquée pour les classes supérieures. Leur sociabilité a toujours été internationale, voire cosmopolite. Mais leur mobilité a pris une nouvelle dimension sous l'effet de la globalisation, et de l'urbanisation planétaire. Dès lors, face à un nouveau virus à la fois hautement social et difficilement détectable, les classes supérieures se sont présentées comme un potentiel *super-diffuseur* collectif. Et cela a bien été leur rôle pendant l'hiver 2020.

Des enquêtes seront nécessaires pour préciser les canaux de diffusion du virus, mais la rapidité de cette diffusion a d'ores et déjà révélé l'importance des séminaires internationaux, des flux d'étudiants, des déplacements touristiques et professionnels. Ces flux, et notamment ceux sur lesquels repose la mondialisation industrielle, ont allumé les premiers foyers européens, qui ont ensuite contribué à diffuser le virus non seulement dans l'ensemble de l'Europe, mais aussi vers d'autres continents, notamment l'Afrique. Ces premiers foyers sont apparus socialement peu sélectifs, illustrant le fait que la mondialisation se fait aussi par le bas et pas seulement via des déplacements de

cadres ou de touristes aisés. Ainsi, les adeptes de la Porte ouverte chrétienne, dont le rassemblement à Mulhouse a été un des premiers foyers français, ou de l'église Shincheonji de Jésus en Corée du Sud, ne s'apparentent pas aux catégories supérieures. Et la désormais fameuse « patiente 31 », à l'origine de 80 % des infections en Corée du Sud, n'avait pas voyagé. Elle ne faisait donc pas partie des élites voyageuses.

Pourtant, quand on reprend la chronologie des différents foyers identifiés de par le monde, on est frappé par l'importance des lieux fréquentés par les classes supérieures. Au Brésil, c'est depuis un club de plage de Rio, le plus *select* du pays, que l'épidémie s'est propagée. À Hong-Kong, les premiers foyers sont apparus dans des hôtels de haut standing (comme pour le SRAS d'ailleurs). En Égypte, c'est une croisière sur le Nil qui a entraîné l'infection d'une partie des passagers (surtout originaires d'Europe et d'Amérique du Nord), mais aussi de l'équipage égyptien. En Australie, une croisière est aussi en cause : le virus s'est propagé avec les passagers infectés disséminés dans le pays après avoir débarqué d'un paquebot. En Norvège, en Islande, au Danemark, en Suède ou Finlande, la diffusion du Covid-19 est liée à des retours de vacances dans des stations de ski des Alpes, et notamment celle d'Ischgl. En Europe de l'Est, la pratique du ski est aussi en cause : c'est des restaurants et des clubs huppés de Courchevel que le virus est parti vers la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie. Même l'Afrique du Sud a été contaminée *via* les Alpes : la première entrée identifiée du virus est liée à un vacancier de retour d'un week-end de ski en Italie. Au Mexique et aux États-Unis, des chaînes de contamination se sont aussi constituées depuis les pistes du Colorado. L'Uruguay, quant à lui, a vu ses cas se multiplier à la suite d'un mariage dans la haute société, à laquelle assistait une grande couturière tout juste rentrée de vacances en Espagne. Ces exemples montrent à quel point la propagation du virus s'est notamment appuyée sur des pratiques fondées à la fois sur des interactions sociales intenses dans des lieux confinés (restaurants, conventions, cocktails, clubs) et sur des déplacements internationaux tout aussi intenses. Ceci explique également que la pandémie ait d'emblée lourdement frappé les personnalités politiques de premier plan, groupe partageant le même type de pratiques.

L'impression du caractère élitaire de la contagion internationale a pu être renforcée par la difficulté d'accéder aux tests (ce qui renvoie à une autre forme d'inégalité face à la pandémie). Il n'empêche qu'à la différence de la tuberculose ou du choléra, qui tuent avant tout dans des pays pauvres et des bidonvilles, la nouvelle épidémie n'a pas initialement frappé les quartiers populaires denses. Elle s'est notamment diffusée par les réseaux des classes supérieures, qui prennent appui sur des pratiques de sociabilité multi-localisées, intenses et éphémères. Le cas de Singapour est éloquent. Le premier cas confirmé remonte au 23 janvier. Il concerne un Chinois originaire de Wuhan de passage dans un *resort* haut de gamme. Les premières infections non importées sont repérées le 4 février, dans un magasin fréquenté par des touristes chinois. C'est seulement deux mois plus tard, en avril, que l'épidémie atteint des groupes sociaux nettement plus modestes, avec la déclaration d'un foyer dans un dortoir de travailleurs migrants. Compte-tenu de la dynamique de l'épidémie, ce décalage dans le temps est considérable.

Le virus a donc d'abord largement frappé les groupes qui bénéficient le plus de l'urbanisation planétaire. Il s'est diffusé à la faveur de leur mobilité. C'est ce qui fait que l'Europe s'est très rapidement substituée à la Chine comme principale propagatrice du virus. De fait, les données phylogénétiques le confirment : la diffusion du virus en Afrique vient avant tout d'Europe. Même en

Inde, si les premiers cas sont liés à la Chine, les premiers foyers sont liés à l'Europe. Se dessine alors, au cours de cette seconde phase de la pandémie, une autre mondialisation, caractérisée par des flux entre la plaque tournante européenne et les pays nouvellement infectés.

Cette coloration européenne du virus dans les premières étapes de sa propagation hors d'Asie de l'Est explique ainsi la diffusion du néologisme de « coronisation » en Afrique puis en Inde. L'association initiale du virus aux classes aisées explique quant à elle pourquoi au Mexique, un gouverneur a pu prétendre publiquement que les pauvres étaient immunisés contre le Covid-19. De même, dans les quartiers noirs des États-Unis, il a, un temps, pu être perçu comme une maladie de « Blancs riches ».

## **Des flux de la mondialisation aux quartiers populaires**

Ces idées ont fait long feu. Dans un second temps, le virus s'est plus largement diffusé, à la fois spatialement et socialement. Là encore, la thèse de l'urbanisation planétaire aide à comprendre comment. D'abord, la mondialisation a aussi ses soutiers. Le cas de Singapour l'illustre : même si c'est à un rythme nettement plus lent que pour les catégories aisées, le virus a aussi été transporté par ceux que l'on appelle des migrants plutôt que des expatriés. Les conditions de vie de ces derniers, avec la promiscuité propre aux dortoirs, a favorisé une contagion marquée, plus difficilement contrôlable que dans les *condominiums* des quartiers aisés. D'une manière générale, la distanciation sociale est difficile dans les bidonvilles, figures majeures de l'urbanisation planétaire, qui abritent une proportion considérable de la population des grandes métropoles africaines, latino-américaines ou asiatiques.

Le virus s'est également diffusé en suivant les réseaux constitués par les systèmes métropolitains. Les migrations qui ont suivi le confinement ont démontré toute l'étendue et la diversité de ces interdépendances, bien au-delà des banlieues et des couronnes périurbaines. Ces migrations ont été empêchées dans certains pays comme la Chine ou la Norvège. Mais, en Inde ou dans plusieurs pays d'Afrique, on a pu voir l'importance du nombre de migrants et la précarité de leur statut au cœur des grandes métropoles : le retour à la campagne a pour eux été une question de survie. Dans les pays riches où la mise en œuvre du confinement a été relativement permissive, comme aux États-Unis ou en France, on a pu voir les étudiants retourner chez leurs parents quand ils le pouvaient et les plus aisés quitter les cœurs métropolitains pour des lieux de résidence plus confortables. L'analyse de l'INSEE montre ainsi que 11 % des résidents parisiens ont quitté la ville. Les départs des plus aisés vers leurs résidences secondaires ont marqué les esprits. En France ou aux États-Unis, de nouvelles inégalités spatiales sont ainsi apparues plus clairement, à des échelles beaucoup plus vastes que celles usuellement considérées pour opposer les cœurs de métropoles et leurs banlieues populaires ou même leurs lointaines couronnes périurbaines. L'exode urbain vers les résidences secondaires a nourri une rancœur chez les habitants des territoires d'accueil qui ne sera pas facilement résorbable.

Si la trajectoire de la pandémie met en exergue la spatialité des inégalités, c'est aussi parce qu'à la base de l'échelle sociale, le télétravail a souvent été impossible et que la mobilité quotidienne s'est maintenue, notamment vers les zones denses concentrant les activités. Durant le confinement, ce sont

principalement les habitants des quartiers populaires qui continuent à devoir se rendre sur leur lieu de travail et à avoir des contacts (certes des catégories aisées continuent à se déplacer pour travailler, les médecins au premier chef, mais elles sont moins nombreuses en proportion). Ajoutée à la dépendance plus élevée aux transports en commun, cette mobilité a largement contribué à la diffusion du virus dans les classes populaires. Ceci explique pourquoi les quartiers populaires concentrent plus de cas et plus de morts.

Dans le premier foyer repéré aux États-Unis, une maison de retraite de Kirkland, dans la banlieue de Seattle, les employés, en large majorité des femmes, ont fortement contribué à propager le virus. Elles ont en effet été réticentes à évoquer leur contamination, non pas par crainte du stigmate social (comme dans certains milieux aisés au début de la pandémie), mais plus prosaïquement par crainte de perdre leur emploi et par absence de congés maladie. En outre, elles sont fréquemment contraintes de cumuler plusieurs emplois précaires, dont l'un, souvent, dans le secteur de la restauration, domaine d'activité dont on connaît le rôle potentiel dans la diffusion du virus.

Ainsi, le Covid-19 souligne les nouvelles inégalités territoriales fabriquées à travers l'urbanisation planétaire. Si les liens qui se tissent d'un bout à l'autre de la planète bénéficient avant tout aux catégories aisées, les épicentres ont émergé dans des espaces populaires, pourtant à l'écart des foyers initiaux : en France et aux États-Unis, les stations de ski étaient les principaux foyers mais la Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France, et Détroit, la plus pauvre des grandes villes des États-Unis, sont devenus les épicentres. À la Nouvelle-Orléans, la pandémie s'est diffusée à la faveur de Mardi gras, importée par les touristes et les fêtards, dont certains avaient eu le bon goût de se déguiser en virus. Ce sont aujourd'hui les quartiers pauvres de la ville qui payent à la maladie l'un des plus lourds tributs de l'ensemble des États-Unis.

Ces inégalités sont en effet redoublées par la haute sélectivité du virus qui, outre les personnes âgées, cible notamment les individus présentant des facteurs de comorbidité (diabète, insuffisance cardiaque etc.). Or ces affections ne sont évidemment pas également distribuées dans la société et dans l'espace. Aux États-Unis, où les inégalités *entre* et *dans* les métropoles sont particulièrement marquées, le virus s'avère nettement plus mortel, d'une part dans les villes à majorité noire (La Nouvelle-Orléans, Chicago, Détroit, Milwaukee), et d'autre part dans les quartiers pauvres, c'est-à-dire dans les ghettos transformés en déserts alimentaires et médicaux sous l'effet des politiques d'austérité. Ainsi, à Chicago, l'écart d'espérance de vie moyenne entre les quartiers atteint jusqu'à 30 ans, soit plus d'une génération. Ce faisant, le Covid-19 ne fait que redoubler des inégalités majeures en matière d'accès à la santé, puisque ceux qui en meurent le plus souvent sont aussi ceux dont l'espérance de vie recule depuis plusieurs années sous l'effet d'autres facteurs (overdoses, suicides, empoisonnement de l'eau, etc.).

Des recherches devront affiner ce qui vient d'être dressé à grands traits et apporteront certainement des nuances, mais le tableau d'ensemble paraît clair : le Covid-19 révèle l'ampleur des inégalités associées à l'urbanisation planétaire, avec d'un côté des classes aisées nomades qui, pour leurs loisirs ou leur activité professionnelle, ont transporté le virus aux quatre coins de la planète, et d'un autre côté des classes populaires beaucoup plus sédentaires, qui travaillent à leur service. Ce sont ces dernières qui paieront le prix le plus élevé de la pandémie.

## Le gouvernement de l'urbanisation planétaire en question

Il faut évidemment se garder de toute prévision hâtive. L'impact de la pandémie dépendra notamment de sa durée. Si, pour une raison ou une autre, elle est jugulée rapidement, on peut s'attendre à un retour à la normale. Mais si le virus s'installe durablement, les relations sociales et la vie économique vont être fortement perturbées. La crise du Covid-19, en partie issue de l'urbanisation planétaire, pourrait donc en retour l'affecter profondément. Elle pourrait notamment modifier les hiérarchies établies entre les types d'espaces urbains. En dépit des premières étapes de la diffusion de la pandémie, il est probable que resurgisse une crainte de la ville dense. De fait, une fois l'épidémie installée, le virus s'est diffusé plus fortement dans les grands centres urbains et leurs banlieues. Face à ce constat, après avoir quitté les villes et changé d'habitudes pendant le confinement (transformation de la résidence secondaire en résidence principale, pratique accrue du télétravail, etc.), une partie des classes aisées sera peut-être tentée de prolonger l'expérience, surtout si, comme on peut s'y attendre, les transports deviennent durablement plus compliqués dans les grands centres denses. Les lignes bougeront lentement, mais peut-être un nouveau cycle, moins favorable à la densité, s'enclenchera-t-il. Une telle évolution pourrait réduire la pression immobilière sur les grands centres métropolitains et les rendre de nouveau un peu plus accessibles aux soutiers des économies métropolitaines. Elle favoriserait sans doute aussi une meilleure prise en considération politique des mondes périurbains et ruraux. Mais elle s'accompagnerait d'une pression encore accrue sur les ressources environnementales de ces territoires (concurrence entre agriculture, habitat et commerce, pollution accrue par le recours à la voiture individuelle, etc.). De telles perspectives renforcent, si besoin était, la nécessité d'une démocratisation et d'une extension des périmètres de la planification. Ce n'est désormais qu'à l'échelle de vastes régions métropolitaines que peuvent être légitimement débattus et arbitrés les conflits actuels comme futurs sur l'usage des sols, entre préservation environnementale, répartition des logements, et relocalisation industrielle et agricole.

À une autre échelle, le Covid-19 met aussi à l'épreuve la manière dont la planète est gouvernée. Avec l'urbanisation planétaire, les interdépendances entre les lieux, les territoires et les espaces se sont largement affranchies des frontières nationales. En outre, les échanges internationaux sont devenus plus complexes et multiscalaires, au sens où ce n'est pas la France qui entre en relation avec la Chine, mais la station de ski des Contamines-Montjoie qui se trouve raccordée avec une forêt du Hubei, *via* un touriste Anglais revenu d'une conférence à Singapour où il a côtoyé d'autres cadres chinois, qui eux-mêmes avaient peut-être dîné avec un ami médecin employé dans un hôpital de Wuhan. Comment gouverner les liens ainsi constitués ? On sent bien que face à ces réseaux, fermer les frontières nationales oscille entre le dérisoire et l'excessif. Le dérisoire car le virus a souvent passé les frontières avant même qu'on ait eu l'idée de les fermer, et l'excessif tant leur fermeture introduit des perturbations économiques et sociales majeures.

On revient ici au point de départ de cet article. On peut en effet faire l'hypothèse que, si une mesure aussi brutale et aveugle que le confinement a été imposée à des milliards d'individus, c'est faute de pouvoir se sevrer brutalement des flux portés par l'urbanisation planétaire (un chiffre suffit à

mesurer la difficulté : 80 % des produits actifs des médicaments mondiaux viennent d'Inde ou de Chine). C'est aussi faute de pouvoir gouverner ces flux. Leur gouvernement est au cœur des débats actuels sur le traçage et le suivi des contacts de personnes potentiellement malades. Le problème est que plane ici le spectre du renforcement du contrôle et de la surveillance, observé par Foucault lorsque frappait la peste. Beaucoup craignent qu'une telle évolution vers le contrôle des flux s'effectue sous un angle disciplinaire, voire liberticide. Et ce d'autant plus qu'une offre, émanant des multinationales de la sécurité et de la surveillance électronique, ne demandera qu'à rencontrer des États désireux de réaffirmer leur capacité à protéger leurs citoyens. Dans ce contexte, comment tracer sans interférer sur les libertés fondamentales ? Les sociétés civiles découvrent avec un certain vertige ce à quoi le gouvernement des flux pourrait conduire.

La question, déjà épineuse dans un cadre national, l'est encore plus dans un cadre international. L'Europe par exemple, après avoir mis en place des dispositifs de protection des données personnelles parmi les plus stricts au monde, pourrait-elle faire volte-face et imposer ce qui s'apparenterait à une surveillance généralisée des mouvements ? Ce genre de question et l'impossibilité d'y répondre positivement ont poussé la plupart des gouvernements à conclure que le virus serait d'autant plus difficile à éliminer qu'un pays qui se donnerait les moyens de le faire se trouverait fortement contraint dans ses relations avec ses voisins. La Nouvelle-Zélande, pays dans lequel le virus ne semble presque plus circuler, impose ainsi depuis le 29 avril dernier une quarantaine d'au moins 14 jours à tous les nationaux qui rentrent de l'étranger ; les autres, à l'exception des Australiens, sont tout bonnement interdits d'entrée. Est-il possible de tenir longtemps comme cela, quand le virus continue à circuler aux portes du pays ? Comme le Covid-19 présente une morbidité qui, à la différence du SRAS, ne semble pas totalement inacceptable, tenter de vivre avec cette maladie a pu sembler la « moins mauvaise » des solutions. C'est ainsi que de nombreux pays ont renoncé à chercher à éliminer le virus pour plutôt en contrôler la diffusion *via* la distanciation sociale (dont le confinement est une variante extrême), faisant le pari qu'avec un traitement, un vaccin ou une immunité collective, la pandémie finira par devenir une maladie banale, comme la grippe. Ce pari a déjà valu un premier confinement dévastateur, sans garantie qu'il n'y en ait pas d'autres. Si la situation ne s'améliore pas, les voix seront de plus en plus nombreuses à demander si l'urbanisation planétaire vaut son prix.

Publié dans [lavedesidees.fr](http://lavedesidees.fr), le 12 mai 2020.

